

[Text]

rité francophone, qui se rend dans ces îles des Antilles. De plus, ce serait peut-être une façon de solutionner partiellement le problème que nous avons dans la balance de notre immigration entre l'immigration francophone et anglophone et ce serait aussi un geste concret, qui prouverait que nous attachons toujours une grande importance à nos relations avec le monde francophone. Alors est-ce qu'il y a, dans un avenir rapproché, des projets pour l'ouverture éventuelle d'un consulat dans cette partie du monde?

Mr. MacEachen: Mr. Chairman, I appreciate the comments that have been made because I myself visited the islands before I became Minister of External Affairs and I wondered whether it would be possible to have a consulate or an immigration office, particularly in Martinique, for the reasons you have mentioned; because it would be a potential source of French-speaking immigrants to Canada. But in our decision to open new posts, a whole series of factors are considered. In fact we are opening posts very gradually.

We had in mind two this year and two next year. We do not have a plan to open a post in Martinique in the near future but it is one of those places that are under consideration. In fact, we may not be able to open the posts we had in mind because of financial considerations.

M. Lapointe: Monsieur le ministre, est-il possible de savoir quelles missions vous avez l'intention d'ouvrir ou est-ce confidentiel?

Mr. MacEachen: No. Munich is a post that we had intended to open and Bucharest is another. These are two posts for 1975-76—or 1976-77.

M. Lapointe: Monsieur le président, dans un autre domaine, est-ce que le ministre pourrait informer le Comité si nous avons l'intention, comme plusieurs autres pays qui sont habituellement en notre compagnie, à savoir les États-Unis, l'Angleterre et les pays scandinaves également, de fournir une subvention extraordinaire au Commissariat pour les réfugiés palestiniens?

• 2155

Je crois que la semaine dernière ou il y a deux semaines, le commissaire des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens a fait un appel à toutes les nations du monde pour une augmentation de son budget et il craignait même de ne pouvoir finir l'année 1975 avec le budget qui lui a été accordé. Le président de l'ACDI auquel j'ai posé la question il y a deux semaines m'a dit que ceci est en discussion à l'heure actuelle avec votre ministère et qu'une décision devrait être prise bientôt.

Mr. MacEachen: I must say that I am not up to date on this particular body, Mr. Chairman, the Committee for Palestinian Refugees. We do make a contribution through the United Nations for the operation of assistance to the refugees. That has been an annual contribution by Canada. I will have to find out whether there is a request to increase that appropriation, or whether there is another body that is seeking assistance through CIDA, and apparently there is.

M. Lapointe: Je ne me souviens pas du nom exact malheureusement.

[Interpretation]

French-speaking and who visit these West Indian islands. Moreover, it might provide a partial solution to the problem we have in balancing the numbers of our French- and English-speaking immigrants and it would also be a concrete gesture that would prove that we still place great importance on our relations with the French-speaking world. I therefore wish to know whether there are any plans in the new future for opening a consulate in that part of the world?

M. MacEachen: Monsieur le président, j'apprécie les commentaires car j'ai moi-même visité les Antilles avant d'accéder au poste de ministre des Affaires extérieures, et je me demandais s'il serait possible d'avoir un consulat ou un bureau d'immigration, surtout à la Martinique, pour les raisons mentionnées. Cela serait une source éventuelle d'immigration francophone pour le Canada. Cependant, lorsque nous décidons d'établir une nouvelle mission, nous étudions toute une série de facteurs. En fait, nous établissons les missions petit à petit.

Nous pensions à la possibilité d'en ouvrir deux cette année et deux autres l'année prochaine. Nous n'avons pas de projet pour une mission à la Martinique, dans un avenir rapproché, mais c'est un des endroits que nous étudions. De toute façon, il se peut que nous ne puissions pas ouvrir de missions, en raison de problèmes financiers.

Mr. Lapointe: Mr. Minister, is it possible to know what posts you are thinking of opening or is that information confidential?

M. MacEachen: Non. Nous avons l'intention d'ouvrir une mission à Munich et une autre à Bucarest. Ce sont deux missions que nous avons prévues pour 1975-1976 ou 1976-1977.

Mr. Lapointe: Mr. Chairman, could the Minister tell the Committee whether Canada, like some other countries with which we are usually associated, such as the United States, England and the Scandinavian countries, intends to give an extraordinary grant to the High Commission for Palestinian refugees?

I believe that last week or two weeks ago, the United Nations High Commissioner for Palestinian refugees appealed to all nations throughout the world to increase their budget since he feared that he would not be able to complete the 1975 financial year on the funds which have been allocated to him. The president of CIDA, to whom I put my question two weeks ago, replied that this is now being discussed with your department and that a decision will soon be made.

M. MacEachen: Monsieur le président, je ne suis pas au courant de la situation du Commissariat pour les réfugiés palestiniens. Nous contribuons, par l'intermédiaire des Nations Unies, au programme d'aide aux réfugiés. Le Canada fait une contribution annuelle. Il faut que je demande si l'on nous a demandé d'augmenter notre contribution ou si un autre organisme a demandé de l'aide par l'intermédiaire de l'ACDI, ce qui semble être le cas.

Mr. Lapointe: Unfortunately, I do not remember the exact name.